



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale
23 novembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du développement industriel Quarantième session

Compte rendu analytique de la 1^{re} séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le mardi 20 novembre 2012 à 10 heures

Président provisoire: M. Cho Hyun (République de Corée)
Président: M. Csuday..... (Hongrie)

Sommaire

*Point de
l'ordre du jour*

Paragraphes

-	Ouverture de la session.	1
1	Élection du Bureau.	2-3
-	Déclaration du Président provisoire.	4-9
-	Déclaration du Président.	10-14
2	Adoption de l'ordre du jour.	15
-	Déclaration du Directeur général.	16-40
-	Déclarations des ministres.	41-83
-	Organisation du travail.	84-85

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et/ou être portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771.

Conformément au règlement intérieur du Conseil, les rectifications peuvent être présentées dans un délai de sept jours suivant la réception du compte rendu ou la clôture de la session, si celle-ci intervient plus tard. Toutes les rectifications apportées aux comptes rendus des séances de la présente session seront regroupées dans un seul rectificatif, qui paraîtra peu après la clôture de la session.

V.12-57644 (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 h 15.

Ouverture de la session

1. **Le Président provisoire** déclare ouverte la quarantième session du Conseil du développement industriel.

Élection du Bureau

2. **Le Président provisoire** indique qu'il a reçu les candidatures suivantes: M. Balázs Csuday (Hongrie) au poste de président; M. Mahmoud Hassan Elamin (Soudan), M. Tsutomu Osawa (Japon) et M^{me} Ana Teresa Dengo Benavides (Costa Rica) aux postes de vice-présidents; et M^{me} Supa Tangkittikhun (Thaïlande) au poste de rapporteur.

3. *Les candidats sont élus par acclamation.*

Déclaration du Président provisoire

4. **Le Président provisoire** félicite le nouveau Président ainsi que les autres membres du Bureau et leur souhaite plein succès dans leurs nouvelles fonctions.

5. En sa qualité de Président sortant, il dit que présider le Conseil a été un grand honneur et un privilège et il exprime sa profonde gratitude pour le soutien chaleureux et constructif dont il a bénéficié tout au long de son mandat, et ce malgré une charge de travail lourde. En tant que Président du Conseil, il s'est attaché à instaurer un dialogue transparent et ouvert entre les États Membres, notamment dans le cadre du groupe de travail informel mis en place pour donner des orientations sur l'avenir de l'ONUDI, ses programmes et ses ressources. Depuis la précédente session du Conseil, un certain nombre d'événements notables et historiques sont advenus au sein et hors de l'ONUDI, parmi lesquels la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan, la table ronde "Asie 2050" organisée par l'ONUDI en septembre 2012 et l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud en cours. Ce type de rencontres donnent à l'ONUDI des indications fortes sur les domaines qui devraient mobiliser l'essentiel de ses efforts.

6. L'ONUDI est à un tournant décisif de son histoire avec la nomination de son Directeur général, M. Yumkella, au poste de Représentant spécial du

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'initiative "Énergie durable pour tous". Il importe au plus haut point que l'ONUDI continue à fonctionner efficacement nonobstant les changements à sa tête. Dans cette perspective, le Président sortant a mené des discussions informelles pour dégager un consensus sur la transition. Le processus de sélection du nouveau Directeur général sera déterminé à la session en cours du Conseil.

7. En prenant ses fonctions, le Président sortant s'est demandé quels sont les défis et les opportunités qui se présentent à l'ONUDI, comment la rendre plus pertinente et la différencier des autres organisations internationales. Ces questions sont étroitement liées à la validité de la politique industrielle, à la viabilité de l'ONUDI dans un contexte d'austérité financière et à sa contribution à la réalisation des objectifs de développement internationaux tels que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). À l'expérience, les trois priorités thématiques de l'Organisation lui confèrent un avantage. Plusieurs évaluations internationales indépendantes et l'expansion de ces activités de coopération technique et de mobilisation de fonds montrent combien son action est reconnue au niveau international. Il s'agit désormais de voir comment rendre sa stratégie plus efficace, en tenant compte de ses priorités et des attentes de la communauté internationale. Les idées pour y parvenir abondent et le Président sortant espère que la présente session du Conseil pourra contribuer à les concrétiser dans un avenir proche.

8. Pour conclure, le Président sortant remercie l'ensemble des délégations, le Secrétariat et les membres du Bureau de lui avoir été d'une aide inestimable pendant son mandat de Président et d'avoir fait de ce mandat une expérience gratifiante. Il adresse ses meilleurs vœux au nouveau Bureau et à l'ensemble des délégations pour cette quarantième session.

9. *M. Csuday (Hongrie), Président, prend la présidence.*

Déclaration du Président

10. Le Président exprime sa gratitude aux membres du Conseil qui l'ont élu président de la quarantième session et rend hommage au Président et au Bureau sortants pour leur travail remarquable.

11. L'ONUDI est à la croisée des chemins, mais cette étape critique devrait être perçue non seulement comme un défi mais aussi comme une opportunité. Il appartient aux États Membres de saisir cette opportunité pour le bien de l'Organisation. Le Président tient à remercier les coprésidents du groupe de travail informel, M^{me} Dengo Benavides (Costa Rica) et M. Groff (Suisse), des efforts qu'ils ne cessent de déployer pour faciliter les débats.

12. Il émet le souhait de voir la transition à la direction de l'ONUDI se dérouler sans heurts et de manière cohérente et ne doute pas que tous les États Membres pourront y contribuer ensemble.

13. S'il est vrai que le Conseil n'examinera pas de propositions de programmes et de budgets au cours de la présente session, il ne faudra pas perdre de vue les ressources dont dispose l'ONUDI lors de l'examen des différents programmes et opérations.

14. Enfin, le Président exhorte les représentants à aider le Bureau à conduire la présente session de manière efficace en faisant des déclarations brèves et concises.

Adoption de l'ordre du jour (IBD.40/1/Rev.1 et Rev.1/Add.1)

15. *L'ordre du jour provisoire (IBD.40/1/Rev.1) a été adopté.*

Déclaration du Directeur général

16. **M. Yumkella** (Directeur général) exprime sa gratitude au Bureau sortant et en particulier au Président sortant. C'est grâce à l'engagement et aux qualités de dirigeant de M. Cho Hyun que la session précédente a pu être conduite de manière si constructive. M. Yumkella remercie l'ancien Président de l'avoir consulté sur différentes questions.

17. Il félicite le nouveau Président et le nouveau Bureau de leur élection et ne doute pas que les travaux du Conseil, sous la direction de M. Csuday, seront couronnés de succès.

18. Il a rarement vu un ordre du jour du Conseil aussi chargé et aussi ambitieux. Au cours de la quarantième session, l'Organisation s'emploiera plus avant à concevoir une nouvelle orientation stratégique et examinera le processus de sélection de celui qui lui succèdera. Ces deux tâches seront décisives pour

l'avenir de l'ONUDI et elles lui ont donné l'occasion de réfléchir sur son mandat de Directeur général.

19. La transition vers une nouvelle direction n'est pas sans rappeler la première fois qu'il s'est présenté comme Directeur général devant la Conférence générale à sa session tenue en décembre 2005. Après son élection intervenue six mois auparavant, il a été prié de s'adresser à brûle-pourpoint au Conseil. Il a alors parlé avec enthousiasme de sa mère, de son village natal en Sierra Leone et de son désir de changer la vie des personnes défavorisées par le manque d'eau, de ressources énergétiques, de perspectives économiques et d'espoir. Ce discours a été plus repris par les journalistes que toutes ses interventions ultérieures, plus analytiques et mieux structurées. À l'époque, l'ONUDI se remettait à peine de la longue et difficile restructuration à laquelle avait procédé son prédécesseur et tout autre changement d'ordre organisationnel devait être opéré avec la plus grande prudence. Directeur général nouvellement élu, M. Yumkella savait qu'il était tentant d'apporter des changements radicaux à l'Organisation mais il a pris garde de ne pas y céder. Au cours de la session de la Conférence générale à laquelle il a été élu, les États Membres venaient également d'adopter la vision stratégique à long terme de l'ONUDI. Pour M. Yumkella, cette adoption était comme un vote de confiance qu'il a cherché à compléter avec un manifeste pragmatique. En 2005, il a exposé sa vision de l'avenir de l'ONUDI, persuadé que l'Organisation devrait se surpasser.

20. Il était conscient du fait qu'il serait indispensable, pour renforcer les programmes, de construire des partenariats extérieurs et d'augmenter les capacités de l'ONUDI en matière de ressources humaines. La petite taille de l'ONUDI constitue un atout, qui lui permet de ne pas se disperser, de consolider son avantage comparatif et d'identifier des moyens de peser sur le programme mondial. Cependant, le Directeur général s'est également rendu compte que l'ONUDI a besoin de nouer des alliances stratégiques avec des pays, des institutions et des organismes compétents.

21. Il s'était donc donné trois objectifs clairs: intensifier la coopération avec les États Membres; travailler en partenariat avec des organismes des Nations Unies, le milieu universitaire, le secteur privé et la société civile; et susciter une participation plus active du personnel de l'ONUDI.

22. Pour ce qui est des programmes, le Directeur général a également retenu trois grands objectifs: stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises des pays en développement afin de créer des débouchés économiques et de réduire la pauvreté; renforcer les capacités commerciales des pays en développement; et promouvoir l'accès à des sources d'énergie renouvelables et à des compétences, connaissances et technologies ayant trait à des industries respectueuses de l'environnement.

23. Il a donc immédiatement entrepris de créer de nouveaux services pour le renforcement des capacités commerciales et pour l'énergie. Au cours de ses trois premières années au poste de Directeur général, il a été accusé de vouloir faire de l'ONUDI une organisation commerciale. "Commercer pour échapper à la pauvreté" était alors devenu un slogan populaire et le Directeur général a passé beaucoup de temps à travailler avec Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Les petits pays ne peuvent briser le cycle de la pauvreté sans participer au commerce international; le Directeur général a vu les résultats positifs obtenus par l'Asie, qui, privilégiant une industrie manufacturière à haute intensité de main d'œuvre, a commercé avec le reste du monde afin de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté. Comprenant que, sans ressources énergétiques, les pays ne peuvent ni prospérer ni faire face aux changements climatiques, M. Yumkella a créé, outre un nouveau service pour le commerce, un nouveau service consacré à l'énergie.

24. Le Directeur général, analysant rétrospectivement sa vision stratégique, est persuadé que son équipe a choisi les bons thèmes et ne s'est pas trompée sur les partenariats à établir comme bases de la croissance et de la pertinence futures de l'ONUDI. L'équipe se réjouit d'avoir dépassé de loin les objectifs qu'elle s'était fixés en 2005. Les plus grands succès qu'elle a connus ces dernières années, au nombre desquels la plate-forme pour l'industrie verte, ses activités de renforcement des capacités commerciales et ses efforts pour faire de l'énergie l'un des objectifs de développement mondiaux, sont en grande partie le fruit d'un équilibre délicat entre différentes fonctions: la coopération technique, la recherche, l'analyse et les services consultatifs, l'établissement et l'application de normes, et l'organisation de forums internationaux et les partenariats. Les membres de l'équipe reconnaissent que faisant partie d'une organisation qui

compte 172 États Membres, ils jouent un rôle fédérateur important. La question est toutefois de savoir comment ils doivent mettre leurs compétences et ce rôle fédérateur au service d'une nouvelle dynamique en faveur de l'industrialisation et d'une rupture avec l'orthodoxie.

25. Pendant 20 ans, on a tenté de faire croire que les marchés décideraient de tout et qu'un organisme des Nations Unies axé sur l'industrie était superflu. Le Directeur général se réjouit aujourd'hui de ne pas avoir souscrit à cette idée et que de nombreux États Membres l'aient suivi. Les gens commencent à vouloir revenir à l'essentiel. Le secteur productif est important, de même que les types de produits qu'échangent les pays pauvres: s'ils ne commercialisent que des produits de base, ils ne parviendront pas à éradiquer la pauvreté. L'Asie a prouvé qu'il est nécessaire de se développer sur le plan technologique et qu'il est vital, pour faire face à la rareté des ressources et aux changements climatiques, de s'intéresser à l'industrie, l'une des principales sources de pollution. En tant que communauté des nations, l'Organisation des Nations Unies a le devoir, comme l'ONUDI l'a fait en 2005, d'analyser les réalités et de remettre en question l'orthodoxie existante.

26. Pour ce qui est des partenariats, notamment avec les nouveaux États Membres, le Directeur général appelle l'attention sur leur importance et rappelle qu'il a été accueilli dans les différentes capitales par nombre d'anciens représentants. Ces dernières années ont été marquées par l'accroissement du nombre de donateurs, ainsi que par le resserrement des relations entre l'Organisation et plusieurs de ses contributeurs traditionnels, comme l'Allemagne, l'Autriche (le pays hôte); Bahreïn, l'Espagne (notamment par l'intermédiaire du Fonds PNUE-Espagne pour la réalisation des OMD), la France, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les relations avec le Japon, en particulier, ont été renforcées. Au cours des deux dernières années uniquement, le Japon a fait don à l'ONUDI du plus gros montant dans l'histoire de l'Organisation au titre de son budget additionnel. La collaboration établie par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine s'est elle aussi renforcée et un partenariat très large en faveur d'une industrie verte a été mis en place. Des relations nouvelles ont été établies, notamment avec l'Afrique du Sud, la Chine, la Fédération de Russie, la Finlande, l'Inde, le Nigéria, la République de Corée et la

Slovénie. À l'occasion de la première visite de M. Yumkella en Fédération de Russie, le Gouvernement russe a décidé de verser d'importantes contributions volontaires à l'ONUDI. Le Directeur général a mené une politique délibérée d'ouverture aux pays du Groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et s'est rendu en Inde et en Chine lors de la première année de son mandat. Pendant ce temps, les pays de l'Asie et du Golfe appliquaient les principes de l'orthodoxie économique et utilisaient les systèmes de production de manière différente en vue de s'adapter à une réalité nouvelle; ils devaient rattraper le reste du monde et combattre la pauvreté, sans négliger le défi de la durabilité. Le Directeur général constate que la base de connaissances de l'ONUDI et les débats tenus en son sein doivent être ouverts à tous. Le monde ayant changé, tous les points de vue doivent être pris en compte.

27. Il s'en est suivi une volonté affichée d'établir des relations nouvelles, de renforcer celles qui existent déjà et d'élargir la base des donateurs. De fait, à partir de 2005, l'ONUDI a réussi à mobiliser des fonds d'un montant record auprès de donateurs multilatéraux. La collaboration avec les institutions de l'Union européenne (UE) s'est intensifiée, dans la mesure où l'ONUDI est devenue un partenaire incontournable pour l'exécution du Plan d'action 2011-2013 dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique. Le mois précédent, l'ONUDI a joué un rôle central au cours des prestigieuses Journées européennes du développement. L'Organisation a depuis longtemps noué des relations dans le domaine du renforcement des capacités commerciales et se réjouit à présent de travailler avec différents pays et organismes sur les questions relatives à l'industrie verte.

28. La coopération entre l'ONUDI et l'Union européenne, dont le montant des opérations est passé de quelque 15 millions à plus de 100 millions de dollars, est un bon exemple de partenariat stratégique. Pendant les deux ou trois premières années de son mandat, le Directeur général s'est gardé d'évoquer les aspects financiers des programmes, préférant s'efforcer de comprendre la vision du monde qu'ont les nouveaux pays industriels: il s'agissait moins de se lancer dans la course aux subventions pour financer la coopération technique que de saisir la dynamique de l'industrialisation et la nature des institutions de financement, ce qui devrait permettre à l'ONUDI, en tant qu'organisme neutre, de concilier les deux.

29. Dans le cadre du système des Nations Unies, des partenariats ont été conclus avec le secteur privé, le milieu universitaire et d'autres acteurs dans le but de conduire des analyses destinées à divers projets d'importance et de mettre en place des institutions comme le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), premier projet du genre lancé dans cette région. Dans le cadre du partenariat avec la société Itaipu Binacional et le Brésil, des études sont menées sur plusieurs sources d'énergie, dont la bioénergie et l'hydroénergie. Un projet conjoint de l'ONUDI et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a abouti à la création d'un institut solaire dans la province de Gansu, en Chine. Ce projet, dont le coût s'élève à 52 millions de dollars, fera sans doute de la région le premier fournisseur mondial d'énergie solaire. Le Directeur général est fier que ce projet, dont le mémorandum d'accord a été signé il y a à peine cinq ans, soit déjà achevé. Lorsqu'un appel a été lancé, à l'issue des négociations sur le climat, pour la création de nouveaux centres de technologies climatiques, l'ONUDI et le PNUE, face à la concurrence de différentes institutions au sein et hors du système des Nations Unies, ont présenté une offre commune qui, sur la base d'évaluations indépendantes, a été jugée concluante. Si certains ont dit de M. Yumkella qu'il se préoccupait trop du commerce pendant les trois premières années de son mandat, on a également dit, à partir de la quatrième année, qu'il attachait trop d'importance à l'énergie et à l'environnement. Cette orientation était inévitable, car elle était conforme à la réalité que lui dictaient son expérience et son analyse, et elle s'avérait d'un grand intérêt pour l'ONUDI. Le montant des ressources pour la coopération technique dans le domaine de l'énergie est passé de 20 à 100 millions de dollars. En dépit de sa taille modeste, l'ONUDI a été reconnue, dès 2007, comme le chef de file pour les questions ayant trait à l'énergie. Elle devrait continuer de miser sur ses atouts en tant qu'organisme de taille modeste, jouant un rôle de facilitateur et fondé sur les connaissances. La qualité doit l'emporter sur la quantité: l'ONUDI dispose des meilleures informations et des meilleurs partenaires et ne craint pas de remettre en question l'orthodoxie. Selon les conclusions d'une étude, l'ONUDI s'investirait peu dans l'adaptation, ce à quoi le Directeur général a rétorqué qu'il s'agissait d'un choix stratégique: d'autres organismes se consacrent

sans doute aux forêts et aux zones côtières, mais l'ONUDI devrait rester concentrée sur l'atténuation, en faisant de l'industrie verte l'un des piliers de son action.

30. Les partenariats conclus avec le secteur privé sont eux aussi cruciaux pour la formation des ressources humaines et la création d'emplois. Autrefois, l'ONUDI se méfiait des grandes entreprises mais aujourd'hui, si elle veut être un organisme dynamique capable de sortir les gens de la pauvreté, elle n'a d'autre choix que d'ouvrir le dialogue avec des partenaires puissants, comme le groupe Metro ou, suite à la signature d'un memorandum d'accord il y a juste deux semaines, la société Louis Dreyfus, autre grande entreprise de vente au détail. Ce sont les grosses entreprises de ce genre qui créent les chaînes d'approvisionnement. Les petits pays ne sauraient se développer sans s'intégrer dans des chaînes de valeur mondiales.

31. Un autre atout de l'ONUDI, ce sont ses publications, l'une des premières étant un ouvrage sur la coopération Sud-Sud, et l'ONUDI accueille cette semaine l'ensemble des Nations Unies pour une conférence mondiale sur la coopération Sud-Sud. M. Yumkella se souvient avoir reçu, la première année de son mandat de Directeur général, le soutien du Premier Ministre de l'Inde, Manmohan Singh, sous la forme d'un don de 3 millions de dollars, après un échange d'une dizaine de minutes. Il s'est par ailleurs rendu en Chine et au Brésil. Le fait que l'ONUDI mette l'accent sur l'énergie a porté ses fruits: la Conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud qui se déroule présentement à Vienne en a fait son thème.

32. La hausse des taux de recouvrement des contributions est une preuve de la confiance que placent les États Membres dans l'ONUDI: ces taux atteignent aujourd'hui 90 %, contre 70 % environ en début de mandat. Le Brésil, le Mexique et l'Argentine ont pleinement réintégré l'Organisation. L'Ukraine et d'autres pays élaborent des plans de paiement avec l'ONUDI.

33. Un des éléments majeurs de l'héritage de M. Yumkella à l'ONUDI réside dans la qualité du personnel: près de 200 techniciens ont été recrutés sous sa direction, ce qui représente un renouvellement d'environ 70 % des effectifs. Ce rajeunissement est le fruit d'une politique volontaire: comme toute entreprise le sait, sa véritable ressource réside dans son

capital humain. Le processus de sélection a été modifié dans un souci de transparence, une politique en faveur de l'égalité des sexes a été mise en place et un point focal pour l'éthique et la responsabilisation a été nommé en vue d'offrir à l'Organisation les services des esprits les plus brillants, jeunes ou vieux. La politique de mobilité sur le terrain a été adoptée afin d'encourager le personnel à aller sur le terrain. Il est certes plus aisé d'occuper un poste à Vienne, mais il est important que les fonctionnaires travaillent aussi sur le terrain, pour éviter de tomber dans l'élitisme. Si l'objectif est vraiment d'éradiquer la pauvreté, le personnel devrait être encouragé à passer du temps en Sierra Leone, dans la province chinoise du Gansu ou à Coimbatore en Inde. Pour M. Yumkella, la pauvreté n'est pas une notion abstraite: elle concerne sa mère, ses sœurs et ses frères. Les fonctionnaires devraient se rendre dans des usines, non pas seulement aux États-Unis d'Amérique et en Europe mais aussi en Asie et en Afrique, pour voir de leurs propres yeux comment l'industrie évolue; sans cela, ils resteront des techniciens de bureau.

34. Le Directeur général entretient une bonne communication avec le personnel: il a tenu plus de réunions-débats que ses deux prédécesseurs et a pour habitude, dans les différents services, de demander aux fonctionnaires des explications au sujet de leur approche de l'énergie ou du commerce et de les tenir informés des expériences en cours dans d'autres pays. Il rencontre personnellement chaque nouveau fonctionnaire. De plus, il s'entretient chaque trimestre avec 20 membres du personnel, en l'absence de leurs supérieurs hiérarchiques, pour être à l'écoute de ce qui se passe au sein de l'Organisation. Il a mis en place le système d'évaluation panoramique à 360 degrés de la performance; les fonctionnaires de l'ONUDI sont ainsi évalués par leurs pairs, et les supérieurs hiérarchiques par leurs subordonnés. À cet égard, le Directeur général ajoute que l'ONUDI a quelques-uns des meilleurs directeurs au monde; son départ ne devrait poser aucun problème, car il a mis en place une équipe composée de 300 à 400 personnes compétentes et hautement professionnelles. Le seul danger est que d'autres organisations tentent de lui faucher ses fonctionnaires. M. Yumkella est par ailleurs en contact permanent avec le Conseil du personnel et tient à rendre hommage à son Président.

35. Pour chaque dollar que mobilise l'ONUDI pour ses activités de coopération technique, le

Gouvernement du pays concerné apporte deux à trois dollars de plus. Un certain nombre de donateurs exigent que le niveau de contribution du pays soit le même que celui du donateur, la mobilisation de fonds étant également importante pour arriver à des résultats concrets. Un autre atout de l'équipe de direction de M. Yumkella est que les directeurs élaborent leurs propres programmes sur la base de l'expérience et d'une analyse minutieuse. Cette démarche sera maintenue.

36. Une autre activité principale de l'ONUDI est d'exercer sa fonction fédératrice: elle peut, en organisant des forums mondiaux pour tous, créer une communauté des nations propice à l'échange d'idées. L'ONUDI se sert de ces forums comme un moyen d'expression privilégié. Elle joue ainsi un rôle décisif dans toutes les négociations, telles que celles menées à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. L'ONUDI aide également les États à organiser des conférences sur leur territoire, parfois en vue d'influer sur leur politique industrielle ou de favoriser l'établissement de normes de durabilité, comme on l'a vu en Équateur ou au Pérou. Des rencontres visant à favoriser une croissance verte ont eu lieu en Pologne et en Allemagne, et d'autres seront organisées en France et en République de Corée. Le Sommet annuel de Delhi sur le développement durable s'est tenu en Inde. Les participants à ces forums se sont dits inquiets de l'état des écosystèmes et de la biodiversité car, si les usines continuent à utiliser les matières premières comme elles le font actuellement, les écosystèmes en pâtiront; ainsi, abattre davantage d'arbres ou utiliser plus de mercure dans les mines, par exemple, nuirait aux écosystèmes. L'ONUDI a publié un ouvrage sur l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle en 2011, dans lequel elle démontre que ce secteur est, à la lumière de la longue expérience de l'Organisation, un domaine d'activités privilégié pour l'ONUDI. Il a été prouvé qu'utiliser rationnellement l'énergie industrielle permettrait de réduire les coûts de production de jusqu'à 15 %.

37. L'ONUDI a également jeté des bases solides pour des activités de conseils en matière d'agro-industries et d'industrialisation peu polluante. Le Japon, la République de Corée et plusieurs pays de l'Union européenne s'y intéressent en raison des retombées positives qu'elles pourraient avoir sur leurs économies. Le fait que, pour la première fois, l'ONUDI s'adresse aux pays riches revêt une importance particulière.

Pendant des décennies, elle a été perçue comme un petit organisme qui aide les pays pauvres; certains donateurs la plaçaient presque au même niveau que les organisations non gouvernementales (ONG). Récemment, l'Union européenne a invité l'ONUDI à rejoindre sa plate-forme sur la transition vers l'utilisation efficace des ressources.

38. L'Organisation jouissant d'une situation financière confortable, le Directeur général envisage l'avenir plus sereinement qu'en 2005, année où il avait été question de fusionner l'ONUDI avec un autre organisme. L'intérêt que présente l'Organisation a été compris: même les pays riches, s'étant aperçus qu'ils ne pouvaient reposer uniquement sur le secteur des services, misent sur l'industrie pour créer des emplois. Le Directeur général se rendra sous peu en Tunisie, avec le Président de l'Union européenne dans le cadre d'une conférence sur l'emploi des jeunes qu'ils organisent de concert. Il est nécessaire de créer 200 millions d'emplois à court terme et 600 millions dans les 10 à 12 années à venir. L'ONUDI est toute désignée pour aider à réaliser ces objectifs.

39. Depuis 2005, le Directeur général n'a de cesse d'exhorter l'ONUDI à tenir sa Conférence générale dans une autre ville que Vienne tous les quatre ans. Même l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) organise la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption hors de Vienne tous les deux ans. La Conférence générale de l'ONUDI réunit entre 1 000 et 1 500 personnes et, si l'on veut que l'ONUDI soit véritablement une organisation pour tous, ses Membres doivent voir d'autres régions. Le Directeur général se réjouit que le Pérou souhaite relever ce défi; il espère qu'un pays asiatique se proposera d'accueillir la Conférence dans quatre ans et un pays africain quatre autres années après.

40. Enfin, il appelle l'attention sur la procédure envisagée pour la nomination de son successeur: le délai pour proposer des candidatures est fixé au 24 avril 2013 et le forum qui permettra d'évaluer les candidats se tiendra le 21 mai 2013. L'élection aura ensuite lieu en juin. Il reste à déterminer si une session extraordinaire de la Conférence générale sera convoquée afin de désigner le nouveau Directeur général ou si le Conseil désignera un Directeur général qui assurera l'interim jusqu'à la quinzième session de la Conférence générale, en décembre 2013.

Déclarations des ministres

41. **M. Castillo Barantes** (Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica) rend hommage au Directeur général pour ses qualités de dirigeant et son engagement, qui sont pour beaucoup dans le succès de l'Organisation, puis indique que le Conseil se réunit dans un contexte mondial délicat. La crise financière internationale se poursuit dans plusieurs grandes économies, créant une incertitude dans les marchés. Malgré tout, nombre de pays en développement continuent de fournir des efforts considérables pour éradiquer la pauvreté et l'inégalité et obtiennent des résultats exemplaires. Leurs besoins énergétiques s'accroissent d'année en année, de sorte qu'il est de plus en plus nécessaire de mettre en œuvre des politiques efficaces en faveur du développement d'une industrie respectueuse de l'environnement.

42. Le Gouvernement costaricien croit fermement que l'ONUDI, forte de ses compétences et de son savoir-faire sans pareil, a un rôle important à jouer pour faire face à ces problèmes. Le développement industriel devrait aller au-delà de la simple production de biens et de services. L'ONUDI excelle dans de multiples domaines liés à la création et à la transmission du savoir, notamment la normalisation des procédures, la promotion de l'efficacité énergétique, l'application des accords internationaux ou l'industrie verte. De plus, étant donné qu'une partie intégrante de son expérience est étroitement liée aux accords conclus lors de la Conférence Rio+20, elle peut contribuer grandement à la réalisation des objectifs de développement durable.

43. Le Gouvernement costaricien est convaincu que l'Organisation continuera de renforcer sa coopération avec l'Amérique latine et les Caraïbes. La région jouit d'un énorme potentiel et M. Castillo Barantes espère que l'ONUDI le mettra à profit pour accompagner le processus de développement des pays de la région et reproduire leurs expériences dans d'autres régions du monde. L'Amérique latine doit relever d'importants défis que pose le développement à long terme. La contraction de la demande extérieure, due à la crise financière internationale, menace les économies trop lourdement tributaires des exportations de ressources naturelles. Il est donc nécessaire de se tourner vers des modèles de production plus efficaces, à plus forte valeur ajoutée et qui impliquent un niveau plus élevé.

44. Il est essentiel d'encourager la création en plus grand nombre de petites et moyennes entreprises (PME) et de consolider ainsi la structure productive des pays d'Amérique latine, l'objectif étant de créer plus d'emplois, d'internationaliser les économies et de démocratiser les avantages qu'apportent les échanges internationaux. Il faut espérer que les processus d'innovation productive faisant appel à des technologies de pointe, qui ont contribué à la création de biens et services de haute qualité, pourront être consolidés. Le Ministre costaricien invite donc instamment l'Organisation à continuer de soutenir le Programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et, plus particulièrement, la Banque du savoir industriel, qui s'est avérée un instrument hautement efficace de la coopération Sud-Sud et qui, il l'espère, permettra de lancer de grands projets qui bénéficieront grandement au secteur public et aux entreprises d'Amérique latine. Les plates-formes techniques approuvées au Costa Rica en 2011 et récemment en Équateur serviront incontestablement de base pour le renforcement de la coopération technique dans la région.

45. Les objectifs énoncés par le Ministre ne pourront être atteints sans la participation active des gouvernements nationaux. Ainsi le Gouvernement costaricien tient-il à exprimer son attachement à la mission de l'ONUDI. Dans les années 1990, le Costa Rica a, en sa qualité de Président du Groupe des 77 et de la Chine, plaidé en faveur du maintien de l'ONUDI alors que celle-ci traversait l'une des plus grandes crises de son histoire. C'est grâce au soutien sans faille de nombreux pays en développement et pays développés que l'objectif de promotion du développement industriel a été sauvé. L'Organisation appartient à ses Membres, qui ont le devoir de veiller à ce qu'elle gagne en efficacité et produise les résultats escomptés. Un engagement clair et décisif en faveur du développement industriel durable dans les pays en développement profitera non seulement à des pays comme le Costa Rica, mais aussi au système international dans son ensemble.

46. Le Ministre prie tous les États Membres de soutenir les propositions dont ils seront tous les bénéficiaires et qui contribueront à affirmer l'ONUDI sur la scène internationale. Il profite de cette occasion pour inviter les États Membres à poursuivre cette discussion au Costa Rica, lors de la conférence de haut niveau des pays à revenu intermédiaire qui se tiendra

en juin 2013 à San José. Cette manifestation, qui sera organisée conjointement par le Gouvernement costaricien et l'ONUDI, et offrira une excellente occasion d'appeler l'attention sur l'importance de la croissance inclusive et de la prospérité, la préservation de l'environnement et l'industrie verte, ainsi que sur le financement d'un développement économique durable.

47. **M^{me} Sión** (Ministre de l'industrie et de la productivité de l'Équateur et Présidente de la quatorzième session de la Conférence générale) indique que l'Équateur vit actuellement une transformation économique et sociale qui devrait déboucher sur un développement juste et équitable. Les États Membres se doivent de construire un modèle économique durable qui encourage l'utilisation responsable des ressources, garantisse la survie de la planète et assure le bien-être des populations.

48. La position de l'Équateur concernant le programme établi par le Conseil est indiquée dans la déclaration que prononcera le représentant du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC). L'Équateur salue les efforts engagés dans l'organisation d'activités parallèles pour débattre du développement industriel durable et de la plate-forme pour l'industrie verte. De telles discussions contribueront indéniablement à un échange de vues et de bonnes pratiques et aideront de ce fait à consolider les projets d'appui aux activités industrielles durables.

49. Dans le cadre de l'action que mène l'Organisation pour faire reculer la pauvreté grâce au développement industriel durable, la quatrième réunion d'experts de l'ONUDI et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenue à Quito, en septembre 2012, pendant la Semaine de l'utilisation rationnelle des ressources. Au cours de cette réunion, on a élaboré une proposition stratégique qui comporte des suggestions sur la promotion de l'utilisation rationnelle des ressources, le transfert des technologies de production propres et l'adoption de stratégies de croissance verte, l'objectif étant de favoriser le développement durable, d'encourager les pays à développer des indicateurs de croissance verte et de renforcer la coopération régionale et internationale sur la mise en œuvre des initiatives vertes. Le succès de cette rencontre est en grande partie dû à la contribution de l'équipe de l'ONUDI, en particulier du Chef du Programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

50. L'engagement pris à l'occasion de la réunion montre que la révolution industrielle verte prend forme dans la région. La Ministre ne doute pas que cette dernière jouit du potentiel nécessaire pour participer à des initiatives et des actions de portée universelle. Le Gouvernement équatorien conçoit le développement intégré comme devant réunir l'ensemble des différents acteurs sociaux, économiques et politiques. Pour y parvenir, il encourage une révolution industrielle verte, s'affranchissant du vieux modèle économique fondé sur l'extraction et l'exportation, au profit d'un modèle de développement industriel durable qui mise sur une production à forte valeur ajoutée, mais bénéfique pour l'homme et pour l'environnement. L'un des objectifs du Gouvernement est de restructurer la consommation énergétique de sorte que d'ici à 2016, elle provienne à 95 % de sources d'énergie renouvelables. Un investissement de 5,3 milliards de dollars a permis de lancer la construction de centrales hydroélectriques et éoliennes qui produiront environ 3 000 mégawatts.

51. Autre exemple d'initiatives vertes prises par le Gouvernement, le Programme Socio Bosque ("Partenaires de la forêt") accorde des incitations économiques à des propriétaires individuels ou collectifs dans le but de préserver 66 % des forêts non protégées, de réduire de 50 % les taux de déforestation et d'encourager la vente d'unités de réduction certifiée des émissions de gaz à effet de serre. À ce jour, plus de 800 000 hectares de végétation ont ainsi été préservés.

52. Pour encourager la bonne gestion des déchets et favoriser l'industrie du recyclage, le Gouvernement a introduit une taxe remboursable sur les bouteilles en plastique. Résultat, en moins d'un an, plus de 430 millions de bouteilles ont été collectées.

53. En outre, des indicateurs de croissance verte ont été mis en place en association avec six pays de la région afin d'établir un produit intérieur brut vert qui fasse partie intégrante de la comptabilité nationale des pays. Il est encourageant de voir que l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes participent à un dialogue ouvert et transparent qui les incite à s'orienter vers une industrie durable. L'ONUDI et son Directeur général ont prôné une rupture avec le passé et la prise en compte de valeurs et de principes dans une nouvelle forme de développement industriel. Le Gouvernement équatorien se félicite que l'Organisation attache de l'importance à l'industrie verte et qu'elle insiste pour que l'amélioration de la productivité ne se fasse pas au

détriment des populations et de la sécurité de la planète. La nomination de M. Yumkella à son nouveau poste par le Secrétaire général des Nations Unies est que la preuve de son engagement en faveur du développement intégré. La détermination du Directeur général pousse les États Membres à s'investir davantage malgré le programme de travail chargé du Conseil du développement industriel. M^{me} Sión reste toutefois convaincue que leurs efforts seront couronnés de succès et permettront d'établir un rapport de qualité, qui sera soumis à l'examen de la prochaine Conférence générale à sa prochaine session.

54. M^{me} Triveño (Ministre de la production du Pérou) indique que, comme l'a dit le Directeur général, le Pérou tient à accueillir la prochaine session de la Conférence générale à Lima en 2013. Le Pérou est l'une des économies émergentes les plus dynamiques de ces dernières années: au cours de la dernière décennie, la croissance n'y a cessé de s'accélérer et le PIB a presque quadruplé, atteignant 198 milliards de dollars en 2012 contre 53 milliards de dollars en 2000. Pendant cette même période, le revenu par habitant est passé de 2 054 à 6 500 dollars. Les prévisions pour les deux années à venir indiquent que le Pérou, avec une croissance annuelle moyenne de 6 %, restera le fer de lance de la croissance régionale en Amérique latine. Le Pérou a beau être une petite économie, il a le potentiel nécessaire pour faire face à la concurrence sur les marchés internationaux. Il cherche constamment à se rapprocher davantage de ses voisins et de tout pays avec qui il peut conclure des accords d'intérêt mutuel. Le Pérou est ouvert sur le monde, comme en témoignent les 16 accords commerciaux bilatéraux qu'il a signés, dont 4 devraient bientôt entrer en vigueur tandis que 5 autres sont en préparation. Les accords de ce genre permettent de créer ou de consolider des marchés pour les produits péruviens, qui deviennent plus compétitifs que jamais. Le but du Gouvernement est de créer davantage d'emplois de qualité et de veiller à une distribution plus juste des richesses. En 2012, le pays a exporté plus de 44 milliards de dollars de biens vers les plus grandes économies mondiales, qui représentent un marché potentiel de 4 milliards de consommateurs.

55. L'investissement privé, tant intérieur qu'étranger, a lui aussi atteint de nouveaux sommets. De 8,7 milliards de dollars en 2000, il aurait atteint, selon les estimations, 42,5 milliards de dollars en 2012 et continue de progresser. Les politiques en faveur de

l'investissement ont permis au Pérou d'occuper le deuxième rang du classement "Doing Business 2012" pour l'Amérique latine. Le rapport "The World in 2050" (Le Monde en 2050) publié par la banque HSBC place le pays parmi les 30 premières économies mondiales. Le Gouvernement mène également une politique en faveur de l'intégration du pays à d'autres régions du monde, comme les pays arabes ou l'Afrique. Par exemple, le troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays arabes et sud-américains qui s'est tenu à Lima en octobre 2012 a été une expérience extrêmement positive.

56. Le pays a nettement progressé sur la voie de la réduction de la pauvreté, bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir. Le taux de pauvreté a chuté de 54,8 % en 2001 à 27,8 % en 2012. Ces progrès ont été rendu possibles par la croissance économique enregistrée pendant cette période dans le pays et par la politique publique d'aide aux populations les plus défavorisées. En dépit de cette évolution positive, nombre de Péruviens manquent encore de produits de première nécessité. C'est pourquoi le Gouvernement équatorien, auquel M^{me} Sión est fière d'appartenir, s'est fixé comme objectif d'atteindre une croissance soutenue. Il est en effet persuadé que le développement du pays doit d'ores et déjà passer par l'industrialisation, ce qui permettra de créer des entreprises plus compétitives et des emplois de qualité. Tel est le souhait de tous les pays émergents, mais le réaliser n'est pas tâche aisée. Le Pérou sait néanmoins que l'ONUDI, avec le soutien des États Membres, sera un allié de choix.

57. Actuellement, 59 % de l'industrie manufacturière est concentrée à Lima, mais d'autres régions du pays ont également un fort potentiel agro-industriel; on y produit déjà des colorants naturels ou du poisson, par exemple. Le Pérou a un tissu économique solide sur lequel on peut s'appuyer pour créer des industries plus sophistiquées à plus forte valeur ajoutée. Le Ministère de la production a ainsi conçu, en collaboration avec le secteur privé et avec le soutien de l'ONUDI, un plan de développement industriel. C'est dans ce contexte que le Pérou a exprimé sa ferme intention d'accueillir la quinzième session de la Conférence générale, prévue pour 2013, et de s'acquitter de toutes les obligations y afférentes. Une équipe de l'ONUDI a été envoyée sur place afin d'évaluer l'offre du pays sur les plans de la logistique, de l'infrastructure et de la sécurité. Le Pérou respectera pleinement en particulier l'article 8

du règlement de la Conférence générale relatif à la prise en charge des dépenses supplémentaires résultant de la tenue d'une session ailleurs qu'au siège de l'Organisation. Le budget du pays pour 2013 consacre des ressources à l'accueil de la Conférence générale.

58. Le Pérou a organisé et accueilli bon nombre de grandes manifestations internationales, dont la réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement en 2004, à laquelle ont participé plus de 6 000 personnes, le forum de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique en 2008, qui a réuni plus de 10 000 personnes, le cinquième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne en 2008, le dixième Colloque international sur l'or et le deuxième Forum sur l'argent en 2012, qui ont rassemblé plus de 1 300 participants, et le troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays arabes et sud-américains, qui s'est tenu le mois précédent à Lima. Le pays doit également accueillir le Forum économique mondial annuel sur l'Amérique latine de 2013 et l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale de 2015, à laquelle assisteront plus de 10 000 personnes.

59. L'un des lieux envisagés pour la Conférence générale est l'hôtel et centre de congrès Westin Lima, immeuble moderne sis dans le quartier financier de la capitale péruvienne et réunissant toutes les conditions nécessaires à l'organisation de la Conférence. L'emplacement du complexe permet à ses clients d'accéder facilement aux routes principales du pays; de plus, le Westin se situe à seulement 15 km de l'aéroport de Lima. L'équipe technique de l'ONUDI qui s'est rendue à Lima en octobre 2012 a confirmé que le Westin pouvait accueillir les 700 représentants environ des réunions plénières, ainsi que des organes subsidiaires de la Conférence, des tables rondes et des réunions des groupes régionaux. On peut également y organiser des manifestations parallèles. Le Westin peut offrir des services d'interprétation simultanée, un service 24 heures sur 24 au centre d'affaires et l'accès à Internet dans toutes les salles de réunions, les espaces communs et les chambres. Il compte par ailleurs deux restaurants et une cafétéria. Pour ce qui est des chambres, le Westin propose une large gamme de prix et peut recevoir l'ensemble des délégations de l'ONUDI.

60. Le Pérou est l'un des 51 membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et en reste un membre actif: il participe à l'élaboration des politiques et contribue aux missions de maintien de la paix. Le cinquième Secrétaire général, Javier Pérez de Cuellar, était péruvien. De plus, ce ne serait pas la première fois qu'une Conférence générale de l'ONUDI se tiendrait au Pérou: le pays a accueilli, en 1975, la deuxième Conférence générale de l'Organisation, au cours de laquelle l'accession de l'ONUDI au statut d'institution spécialisée avait été proposée en vue de permettre à l'Organisation de soutenir plus efficacement ses États Membres. C'est d'ailleurs pendant cette Conférence qu'ont été établis la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, dans lesquels l'ONUDI s'était donné pour objectif de faire en sorte que les pays en développement assurent, à l'horizon 2000, 25 % de la production industrielle.

61. Le Gouvernement péruvien tient à lancer des programmes de coopération Sud-Sud qui lui permettent d'échanger des données d'expérience avec d'autres pays et d'entreprendre des projets d'intérêt mutuel. Accueillir la Conférence générale à Lima offrirait aux autres pays une belle occasion de constater de visu la dynamique de développement du Pérou et d'identifier les opportunités d'activités conjointes. L'ONUDI a un rôle décisif à jouer pour aider les pays comme le Pérou à emprunter la voie du développement industriel durable et inclusif. Elle évolue afin de s'adapter aux différentes réalités des États Membres. Les pays qui ont déjà atteint un certain niveau de développement industriel ont besoin de davantage d'aide pour mettre en œuvre des politiques industrielles.

62. La Ministre félicite le Gouvernement équatorien d'avoir organisé la quatrième réunion d'experts de l'ONUDI et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, qui a examiné les politiques industrielles de croissance fondées sur la gestion efficace des ressources. Elle croit fermement que la proposition des experts facilitera l'adoption de politiques publiques en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources et de technologies propres et renforcera la coopération Sud-Sud.

63. Évoquant la nomination du futur Directeur général, elle tient à saluer M. Yumkella, qui a fait de l'ONUDI l'une des principales institutions spécialisées du système des Nations Unies. Le Directeur général est

très apprécié au Pérou, où il s'est entretenu en juin 2012 avec le Président Humala, qui lui a rappelé la volonté du pays d'accueillir la quinzième session de la Conférence générale. Le Pérou adresse à M. Yumkella ses meilleurs vœux de succès dans ses futures activités.

64. **M. Korolec** (Ministre de l'environnement de la Pologne) félicite M. Yumkella pour le travail admirable qu'il a accompli à la tête de l'ONUDI. Sous sa direction, l'ONUDI est devenue l'une des institutions les plus performantes et les plus reconnues du système des Nations Unies.

65. Ces dix dernières années, la Pologne a vécu une transition remarquable et positive: elle est passée du statut de bénéficiaire de l'aide au développement à celui de contributeur net aux programmes d'assistance internationale. Le secteur de l'industrie a joué un rôle essentiel dans ce processus. Le mandat principal de l'ONUDI est d'encourager et de promouvoir le développement industriel des pays en développement et des pays en transition. Le développement industriel est au cœur de la dynamique du développement et doit s'opérer dans une perspective de durabilité en vue de garantir des progrès sociaux et une croissance économique à long terme.

66. La Pologne soutient les travaux du groupe de travail informel sur l'avenir de l'ONUDI, qui contribueront à renforcer le rôle et la pertinence de l'Organisation et à faire en sorte qu'elle réponde efficacement aux besoins réels de ses Membres. La Pologne continue de participer activement au suivi du Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle et attend avec intérêt sa mise en œuvre dans la mesure où il aura indéniablement un impact sur la qualité des relations entre l'ONUDI et ses bénéficiaires. Les réalisations remarquables de l'ONUDI, surtout ces dix dernières, sont le résultat d'une vision ambitieuse axée sur trois domaines d'intervention stratégiques clairement définis. Bientôt, la vision stratégique à long terme pour 2005-2015 devra faire l'objet d'un examen afin d'évaluer ce qui a été fait, ce qui reste à faire et ce qui doit être fait dans l'avenir. Les États Membres devraient se pencher sur l'avenir de l'ONUDI et élaborer sa nouvelle vision. Il s'agit là d'une tâche redoutable en particulier dans le contexte actuel caractérisé par l'incertitude et l'instabilité, mais qui offre également aux États Membres l'occasion d'harmoniser leur conception du rôle que doit jouer l'ONUDI en tant qu'institution

spécialisée. Cette conception commune devrait continuer de reposer fermement sur l'appropriation, l'alignement et la responsabilité mutuelle des pays.

67. Si l'ONUDI a un mandat clair et spécifique au sein de la famille des organismes des Nations Unies et que ce mandat se traduit par des avantages comparatifs largement reconnus qui devront être consolidés, le défi redoutable que pose le développement impose que soit renforcée la coopération avec les autres acteurs du développement. Que ce soit dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement, de l'adhésion à l'initiative des objectifs du Millénaire pour le développement ou de la coopération en faveur de l'efficacité de l'aide, la contribution de l'ONUDI est appréciable et précieuse. Parallèlement, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour permettre le transfert efficace des connaissances, des technologies et des meilleures pratiques entre les États Membres, particulièrement à travers la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et les partenariats publics-privés. L'ONUDI doit faire tout son possible pour mettre au point de nouvelles approches de collaboration et explorer des formes de coopération innovantes, bénéfiques à l'ensemble des pays, et surtout aux pays les moins avancés (PMA). L'exemple de la Pologne est édifiant. Aujourd'hui, 33 % du PIB national provient de l'industrie. C'est pourquoi, malgré la crise économique européenne, le pays continue d'enregistrer une croissance stable.

68. **M. Osman** (Ministre de l'industrie du Soudan) sait gré à M. Yumkella des principes de gestion novateurs qu'il a mis en œuvre, et qui ont énormément renforcé le rôle de l'ONUDI en matière de promotion du développement durable dans les pays en développement et les PMA.

69. Le Soudan adhère au discours d'ouverture du Directeur général. Il est rassuré que l'ONUDI ait une stratégie éprouvée et bien pensée. Il estime toutefois que l'ONUDI doit continuer sur cette voie, redoubler d'efforts et s'investir plus encore dans la construction d'un avenir meilleur, de sorte que les pays puissent continuer d'appliquer ses programmes avec une grande compétence et une grande efficacité.

70. Le Ministre appelle de ses vœux une coopération étroite et fructueuse entre le Secrétariat et les États Membres lors de l'élection du nouveau Directeur général, l'objectif étant de conserver le même enthousiasme et la même efficacité dans l'action que

mène l'Organisation en faveur du développement durable, en particulier par la promotion de petites et moyennes entreprises dans les pays en développement.

71. Le Ministre espère que l'objectif "Énergie durable pour tous d'ici à 2030" restera une priorité, avec la participation active de toutes les parties intéressées. La coopération Sud-Sud et la coopération internationale en général doivent être encouragées et de nouveaux partenariats créés dans les domaines de l'énergie, des changements climatiques et de la préservation de l'environnement. La recherche de solutions adaptées et efficaces doit être permanente.

72. Dans le contexte de sa Stratégie de développement du quart de siècle, le Soudan a adopté une stratégie de développement industriel axée sur les secteurs dans lesquels le pays jouit d'un avantage compétitif. Le Soudan dispose de grandes potentialités dans la production agricole et la zootechnie. Il se focalise sur le développement agro-industriel et a déjà réalisé des progrès importants à plusieurs niveaux, à savoir la production de lait et de produits laitiers, les produits alimentaires, le cuir, le ciment et les matériaux de construction, l'amélioration de ses industries chimiques et textiles ainsi que de son assemblage industriel et la production de bioénergie, d'énergie solaire et d'autres énergies propres et renouvelables. Le Soudan poursuit ses efforts en faveur d'un développement équilibré, durable et respectueux de l'environnement.

73. Depuis quelques années, le développement industriel a repris au Soudan. De nouvelles technologies sont utilisées, la production industrielle a augmenté de 9,5 % l'année précédente et les industries de transformation représentent un volume croissant du produit intérieur brut du pays. Les transformations économiques et politiques survenues récemment au Soudan imposent que l'on diversifie les ressources productives, particulièrement dans le secteur industriel, et que l'on tente de varier les sources de revenus et d'utiliser plus efficacement les sources locales, l'objectif étant de bâtir une économie verte fondée sur l'utilisation des énergies renouvelables et une approche économique bien équilibrée visant la pleine durabilité.

74. L'ONUDI a mené de nombreux programmes au Soudan dans divers secteurs de l'économie. Ces programmes sont tous d'un grand intérêt pour le développement. Il est prévu d'étendre et de pérenniser nombre des projets récents, notamment dans les

domaines du renforcement des capacités, de la promotion de la cohésion sociale, de la résolution des conflits, du relèvement et de la formation des femmes et des enfants, de l'amélioration quantitative et qualitative de l'enseignement, et de la formation professionnels, ainsi que des projets nationaux centrés sur les ressources humaines nationales. L'ONUDI s'est particulièrement investie dans quatre grands secteurs: l'industrie du cuir, le complexe agro-industriel, la production alimentaire et le machinisme agricole. L'ONUDI et le Soudan ont mis en place un comité de coordination conjoint pour évaluer et promouvoir les expériences d'autres acteurs dans ces secteurs.

75. Des accords ont été signés au cours de la visite de M. Yumkella au Soudan en mai 2012 en vue de promouvoir le secteur de l'énergie et avant tout l'énergie solaire, l'éthanol et les biocarburants. Une conférence internationale visant à promouvoir les investissements et à attirer des capitaux supplémentaires pour le développement industriel devrait se tenir au Soudan en 2013. Le Soudan sait gré aux donateurs internationaux et bilatéraux qui ont soutenu les projets exécutés dans le cadre du programme de coopération technique et espère que cette coopération pourra être maintenue et renforcée. L'ONUDI a largement contribué à la mobilisation de ressources et a fortement encouragé les donateurs actuels et potentiels à soutenir les projets centrés sur les capacités productives, la diversification des ressources et la promotion de la formation professionnelle destinée aux femmes et aux enfants.

76. Le Soudan, qui soutient tous les projets actuellement exécutés par l'ONUDI sur son territoire, continuera de travailler en étroite coopération avec l'Organisation et espère que les organisations et les pays donateurs continueront à le soutenir. Il travaillera sans relâche pour que la conférence de 2013 se déroule de la meilleure façon et sait gré à l'ONUDI de son soutien.

77. **M. Gatilov** (Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie a toujours soutenu les activités de l'ONUDI et aidé à renforcer la position de l'Organisation sur l'échiquier international. La Russie attache une grande importance à l'ONUDI en sa qualité de principale institution spécialisée du système des Nations Unies pour la coopération en matière de développement industriel et au rôle qu'elle joue et tant que forum

mondial pour l'élaboration de politiques industrielles efficaces, le transfert de technologies modernes, la promotion du développement économique et le renforcement des petites et moyennes entreprises et du secteur agricole.

78. La Fédération de Russie reconnaît l'apport de l'ONUDI et le prouve au travers de la contribution volontaire annuelle qu'elle verse au Fonds de développement international, par l'intermédiaire duquel un série de projets capitaux et prometteurs ont été mis en œuvre dans les domaines de la coopération technologique, de l'écologie industrielle, du renforcement des capacités commerciales et de l'industrie alimentaire.

79. Ces dernières années, l'Organisation a obtenu de bons résultats. L'assistance technique, les ressources et les technologies consacrées aux États Membres ont augmenté considérablement. Dans ce contexte, la détermination et la persévérance du Directeur général et des Directeurs principaux de l'ONUDI ont joué un rôle fondamental.

80. Parallèlement, la question relative au rôle de l'ONUDI parmi les organisations internationales qui œuvrent pour le développement, qu'elles appartiennent ou non au système des Nations Unies, reste ouverte. Compte tenu de la situation économique et financière mondiale difficile, l'ONUDI doit trouver le meilleur moyen d'atteindre une efficacité maximale. Une attention particulière doit être accordée à la transparence, à la bureaucratisation minimale des processus de travail et à la présentation régulière de rapports aux donateurs et aux bénéficiaires.

81. En tant qu'État Membre de l'ONUDI, la Fédération de Russie entend continuer de soutenir l'Organisation et d'aider ses dirigeants à en accroître la pertinence. Les recommandations du groupe de travail informel sur l'avenir de l'ONUDI, y compris ses programmes et ses ressources, devraient jouer un rôle déterminant à cet égard.

82. Au cours des discussions prochaines sur le budget ordinaire pour 2014-2015, le Secrétariat devra soumettre des propositions qui tiennent compte non seulement du retrait de plusieurs États Membres de l'ONUDI, mais aussi de la nécessité d'utiliser au mieux les ressources internes de l'Organisation. La Fédération de Russie souhaite que le Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle et

l'instauration d'un système électronique de planification des ressources permettent de réaliser des économies considérables.

83. Il importe de veiller à ce que le changement de direction à l'ONUDI se déroule en douceur et sans heurt. Les États Membres ne devraient pas laisser l'Organisation sans mandat politique durable pendant cette période de transition délicate. Dans ce contexte, le moment idéal pour procéder au transfert du pouvoir serait une session extraordinaire de l'ONUDI, en juin 2013. Les États Membres y seraient appelés à approuver la nomination du nouveau Directeur général, qui pourrait alors poursuivre l'action commencée pour améliorer l'efficacité de l'Organisation.

Organisation du travail

84. **Le Président** propose au Conseil de décider à nouveau de suspendre l'application de l'article 32 du Règlement intérieur concernant le quorum, à condition qu'aucune décision de fond ne soit prise aux séances concernées. L'article 80 du Règlement intérieur dispose que toute proposition de suspension doit être formulée avec un préavis de 24 heures au moins, mais qu'il peut être dérogé à cette disposition si aucun représentant d'un membre du Conseil ne s'y oppose. En l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite suspendre l'application de l'article 32 du Règlement intérieur.

85. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 12 h 30.